



## Qu'ont fait les élus du SNES et de la FSU au sujet des E3C lors du CTA 5 février 2022 ?



*Face à l'urgence de la crise dans les établissements liée au refus des E3C par les équipes et les élèves nous avons exigé et obtenu qu'en préalable de l'ordre du jour du CTA un échange approfondi ait lieu sur le sujet des E3C et la gestion de la crise.*

*Le compte rendu suivant porte donc exclusivement sur les E3C. Les informations concernant l'ordre du jour seront données par la suite.*

Dans un certain nombre d'établissements, la mobilisation des élèves a en effet conduit à des **incidents et à des tensions qui ont amené les équipes pédagogiques à demander l'annulation des épreuves**. Si dans certains établissements la raison a prévalu et la décision a été prise, dans d'autres, les équipes de direction ont semblé croire que leur devoir était coûte que coûte de maintenir les épreuves, au mépris de la sécurité des biens et des personnes, de la sérénité nécessaire au travail des élèves, voire de la possibilité de reprendre par la suite des relations de confiance entre les équipes de direction, les élèves et les enseignants.

**La FSU a rappelé sa revendication de l'annulation des E3C et leur transformation en épreuves nationales, anonymes et terminales. Localement, elle a demandé que les consignes données aux chefs d'établissement leur laisse davantage de latitude pour annuler une épreuve lorsque les conditions ne sont pas réunies.**

En cours de discussion, la décision d'annuler l'épreuve dans un lycée a été prise par le rectorat, ce qui montre la pertinence des arguments que nous avançons.

Le rectorat a pris acte de nos demandes, ainsi que du fait que dans l'académie aucun blocage violent n'ait eu lieu. Il a affirmé que l'administration allait travailler à un retour à la sérénité. Face à la probabilité de voir ces épreuves évoluer fortement pour la prochaine session, notamment lors du Comité de Suivi de la réforme qui se tiendra le 11 mars. Il invite les organisations syndicales à formuler des propositions alternatives et organisera un groupe de travail à cette fin.

Dans l'immédiat, **les élèves qui n'ont pas composé seront reconvoqués pour une nouvelle épreuve**. Pour ceux qui refuseraient à nouveau de composer, du point de vue réglementaire il seraient considérés comme défaillants. Cependant le rectorat a laissé la porte ouverte à la recherche de solutions différentes, et écarté l'hypothèse d'une sanction.

Le rectorat reconnaît aussi que la contestation est forte dans les établissements. Cependant il affirme que **65 % des élèves ont composé « normalement »** ces épreuves et que dans tous les cas il faudra en tenir compte.

La FSU conteste le terme « normalement ». En effet même là où les épreuves se sont déroulées dans le cadre prévu par l'administration, on ne saurait parler de conditions « normales » d'examen : les fuites de sujet, le nombre d'élèves dans les salles, l'absence de deuxième surveillant, les difficultés pour vérifier les identités, les calculatrices, la surveillance contre les tentatives de fraude... constituent en soi des anomalies inacceptables.

Nous avons proposé que si les E3C étaient annulées définitivement, les notes des élèves ayant composé soient intégrées au bulletin comme des notes de bac blanc.

En outre la FSU demande, conformément à l'avis voté par le CHSCT A du 28 février, **que les conditions de correction des copies soient améliorées.**

En particulier la FSU demande :

- la banalisation de temps de service pour la correction
- une augmentation de la rémunération, actuellement fixée à 50 euros par lot de copie, notamment en revoyant à la baisse le nombre de copies par lot
- le report de la date limite de remontée des notes afin que les corrections n'aient pas lieu sur le temps des congés

Ces dernières revendications peuvent recevoir une réponse au niveau académique.

**En conclusion, la démonstration de l'absurdité de ces épreuves a été faite et il faut continuer à le faire. Plus personne dans l'administration ne prétend comme antérieurement que tout va bien se passer et que ces épreuves ont du sens.**

**Le débat qui a suivi a porté sur les alternatives : pour l'UNSA Education, il faut remplacer les E3C par du contrôle continu strict. Pour la FSU, la valeur du baccalauréat est indissociable d'épreuves nationales, terminales et anonymes, présentant toutes les garanties d'égalité des candidats sur le territoire. La majorité des organisations syndicales s'exprime dans le même sens.**

**L'enjeu est donc aujourd'hui que le ministre renonce définitivement aux E3C et l'annonce le plus vite possible. Il faudra ensuite imposer la mise en place d'épreuves nationales en fin d'année dans toutes les disciplines. Le combat est devant nous mais nous sommes en position de force face au fiasco des E3C que plus personne ne conteste aujourd'hui.**

**L'équipe des élus SNES et FSU en CTA**